

Commission EDUCATION et FORMATION PROFESSIONNELLE
De Coordination SUD

Extrait du Document de positionnement de la commission
en vue des RDV G8 2009

Une crise financière doublée d'une crise sociale : **le rôle de l'éducation est encore plus crucial** car cette crise fait partie des conséquences directes du manque d'investissement dans l'éducation, la formation des jeunes et des adultes.

En effet l'éducation est un vrai levier pour atteindre l'ensemble des OMD (accès aux soins, égalité des femmes/hommes, exercice de la Démocratie et d'une citoyenneté active).

Mais surtout, en ce contexte de crise, il est important de noter que l'éducation permet aux individus de se doter de connaissances et ainsi d'obtenir des emplois plus qualifiés et d'augmenter leurs revenus (une seule année de scolarité peut engendrer une hausse de 10 à 20% des revenus futurs d'une jeune fille). Il n'est maintenant plus à prouver que l'augmentation de l'enrôlement à l'école va de pair avec l'amélioration des performances économiques, tant au niveau de l'individu qu'au niveau de la société. Pour toutes ses raisons, et pour un développement viable et durable, il est nécessaire que les efforts

allant dans le sens de l'Education Pour tous soient soutenus.

Dans le cadre de la déclaration sur le développement et l'Afrique du G8 à Hokkaido en 2008, deux paragraphes sur l'Education mettent en exergue un certain nombre de domaines prioritaires. Il a reconnu la nécessité de prêter attention aux enseignants, à la qualité de l'éducation et à l'inclusion des personnes défavorisées et des enfants marginalisés, en particulier dans les Etats fragiles et en proie à des conflits.

Il a reconnu l'importance, au delà de la priorité à donner à l'enseignement primaire, d'une approche globale de l'éducation allant de l'éducation post-primaire à l'apprentissage tout au long de la vie, thèmes chers portés par la Commission Education- Formation Professionnelle de Coordination SUD : la formation tout au long de la vie et l'approche holiste du système éducatif : une éducation de base pour tous, suivie de proposition de formations supérieures en cohérence avec les besoins sociaux et économiques des sociétés.

Plus concrètement : les pays du G8 se sont engagés à combler le déficit de financement 2008 pour les pays élus à l'Initiative de Mise en œuvre accélérée (Fast Track Initiative) d'un montant de 1 milliard de dollars, avec présentation au prochain Sommet des progrès accomplis.

Sommet G8 2009 à l'Aquila en Italie

A noter que l'omission dans la déclaration 2008 de la promesse qu'«aucun pays sérieusement engagé en faveur de l'Education Pour Tous ne doit échouer faute de ressources » était un recul inquiétant de libellé au regard des précédents communiqués.

C'est pourquoi, la Commission Education et Formation Professionnelle réitère ses demandes et pointe particulièrement trois engagements primordiaux à mettre en œuvre :

- **les pays du G8 doivent s'engager à verser un minimum de 16 milliards de dollars par an d'aide en faveur de l'Education Pour Tous et la France, sa quote-part de 1.16 milliards de \$ USD (CAD 2007).**
- **La mise en œuvre concrète et réelle de l'initiative franco-britannique pour la scolarisation de 16 millions d'enfants d'ici en 2010.**
- **Rendre la coopération éducative et l'aide des pays du G8 plus lisible, plus transparente et plus prévisible et en particulier leur aide publique consacrée au renforcement des systèmes éducatifs de base pour respecter l'engagement pris lors de la Conférence des Nations unies à Copenhague en 1995 de consacrer 20% de l'APD, contre 10% aujourd'hui, aux services sociaux.**

Le G8 à venir menace de nombreux engagements précédents ou des promesses d'engagements encore non honorées qui, par leur non réitération, risquent d'être délibérément oubliées. Il est absolument nécessaire que les pays partie prenante s'investissent pour satisfaire leurs engagements.